



Mémoire de la MRC de La Matanie concernant

**LES PROPOSITIONS DE TERRITOIRES D'INTÉRÊT
POUR LA CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES
AU BAS-SAINT-LAURENT**

présenté à

**la Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent
(consultation publique)**

Mai 2013

MÉMOIRE DE LA MRC DE LA MATANIE CONCERNANT LES PROPOSITIONS DE TERRITOIRES D'INTÉRÊT POUR LA CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES AU BAS-SAINT-LAURENT

Table des matières

1. INTRODUCTION	3
a) La mise en contexte de la consultation publique	3
b) Une concertation régionale déficiente	5
c) L'analyse de la MRC de La Matanie	6
2. ANALYSE ET RECOMMANDATIONS	7
a) Aires protégées – statuts et protections accordés.....	7
b) Pertinence de la protection de la biodiversité	8
c) Considérations écologiques.....	9
d) Impacts sur les activités forestières	10
e) Les prélèvements fauniques – territoire structuré	12
f) Les prélèvements fauniques – territoire libre.....	13
g) Le développement de l'acériculture.....	13
h) Les activités de villégiature	14
i) Le développement du récréotourisme et des activités commerciales	14
j) L'entretien de voirie	16
k) L'exploitation des ressources énergétiques	16
l) L'exploitation minière	17
m) La gestion du séjour	18
n) Les corridors panoramiques (protection des paysages)	18
o) Intensification de la production de la matière ligneuse	19
p) Commentaires concernant le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia	20
q) Autres commentaires	20
3. CONCLUSION	21
4. SYNTHÈSE DES AVIS.....	22

1. INTRODUCTION

a) La mise en contexte de la consultation publique

La MRC de La Matanie, quoique n'ayant pas été directement interpellée dans l'identification des territoires d'intérêt pour la création d'aires protégées, a suivi de manière attentive l'avancement de ce dossier. La création d'aires protégées n'est pas un geste banal et a des incidences majeures pour l'avenir des territoires concernés et les activités qui s'y déroulent.

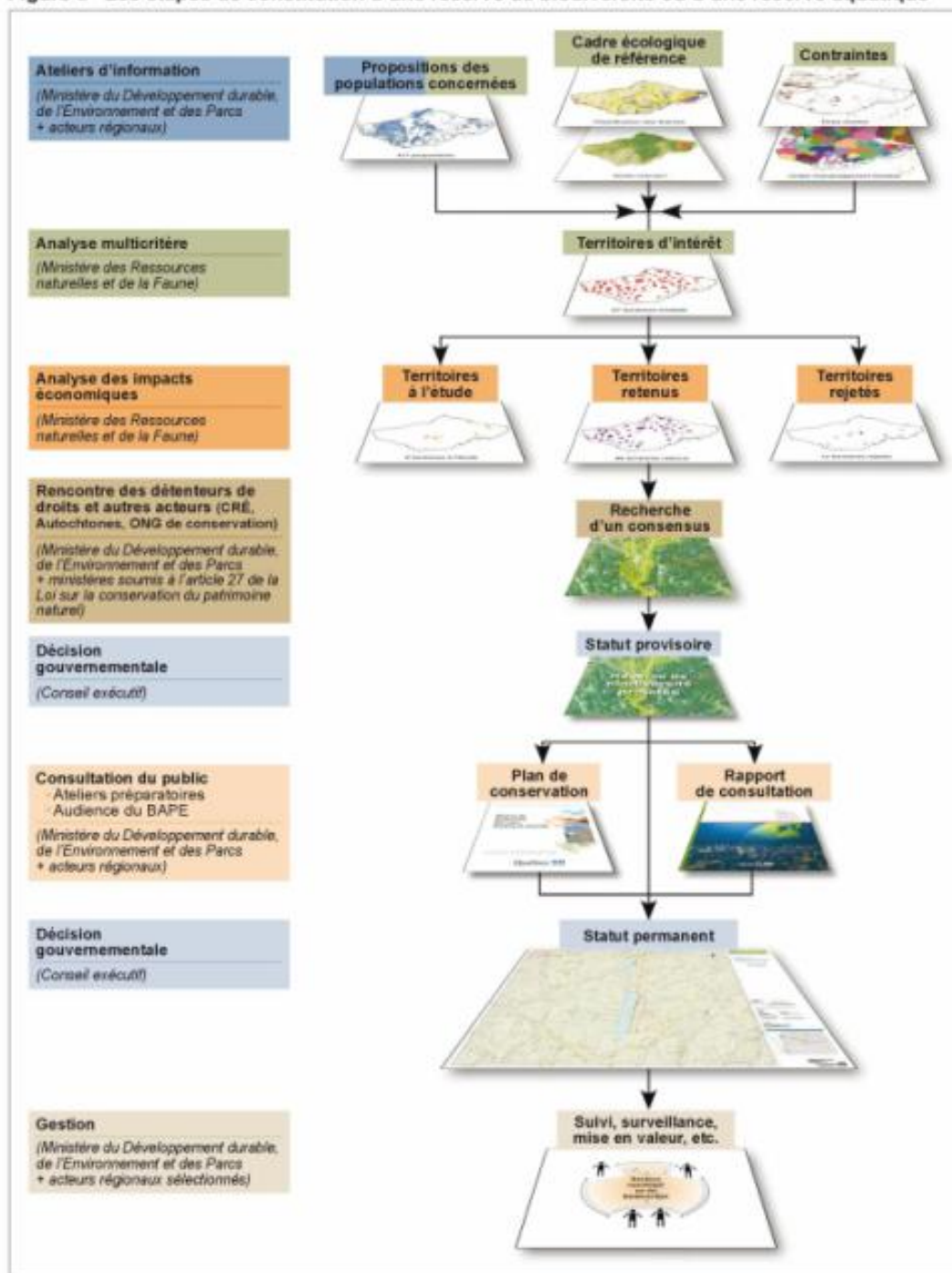
Notre compréhension globale des propositions de territoires d'intérêt est la suivante :

1. Le ministère du Développement durable, d'environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) a identifié des opportunités de conservation représentatives des différents types de milieux naturels;
2. La CRÉBSL, à titre de «mandataire» de l'État, a raffiné la proposition en intégrant de nouveaux paramètres, dont l'utilisation du territoire public, des considérations écologiques et les activités forestières – la consultation porte sur les territoires retenus suite à ces analyses effectuées depuis 2010;
3. Suite aux consultations publiques, la CRÉBSL transmettra des propositions de territoires d'intérêt au gouvernement. Le ministre responsable soumettra, avec ou sans changement, les territoires sélectionnés régionalement à l'analyse du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE);
4. Suite au dépôt du rapport du BAPE, le gouvernement du Québec créera par règlement, en application de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, de nouvelles aires protégées. De manière idéale, les aires protégées seraient créées en 2015.

À cette étape, la deuxième, il est demandé aux participants des consultations de présenter des observations afin d'optimiser les territoires d'intérêt afin qu'ils coïncident avec l'atteinte de cibles écologiques (protection de vieilles forêts et de forêts d'intérieur, protection des écosystèmes sous-représentés dans les aires protégées existantes), économiques (minimisation des impacts sur les activités forestières) et, aspects peu traités par la CRÉBSL, l'occupation du territoire et l'acceptabilité sociale.

Au Bas-Saint-Laurent, la démarche en cours ne semble pas suivre le schéma général décrit par la figure de la page suivante. La MRC considère que les étapes relatives aux propositions des populations concernées et la recherche du consensus en lien avec les territoires d'intérêt n'ont pas été menées de manière satisfaisante. Quoique la MRC déplore cette situation, il importe d'aborder cette consultation avec un esprit d'ouverture axé sur la recherche d'un équilibre entre tous ces composantes, les fondements du concept de développement durable.

Figure 3 Les étapes de constitution d'une réserve de biodiversité ou d'une réserve aquatique



Source : adaptée de PR1, p. 4.

Source : BAPE, rapport 287, page 13.

b) Une concertation régionale déficiente

Avant de formuler ses avis en lien avec les territoires d'intérêt des rivières Cap-Chat et Cascapédia, la MRC de La Matanie tient à partager ses principales critiques en lien avec l'approche d'identification des futures aires protégées mise de l'avant regionalement.

La MRC de La Matanie ne comprend pas qu'il soit possible en 2013, de déterminer les territoires susceptibles d'accueillir des aires protégées de plusieurs centaines de kilomètres carrés sans impliquer activement les communautés et les groupes intéressés par les milieux forestiers (voir page 4). Avec le nouveau régime forestier, une simple demande de protection pour un élément ponctuel est susceptible de faire l'objet d'une analyse concertée par les tables de gestion intégrée des ressources et du territoire, où tous les principaux intervenants sont présents.

Il nous apparaît injustifiable de ne pas avoir offert la possibilité à la société civile de proposer des territoires d'intérêt différents des opportunités de conservation identifiées par le MDDEFP. Par exemple, que l'on appuie ou pas les propositions mises de l'avant, depuis six ans, par le Comité de protection des monts Chic-Chocs (comité de citoyens), elles auraient mérité une évaluation rigoureuse et transparente. Un processus différent aurait permis à la CRÉBSL et aux intervenants gouvernementaux de créer un dialogue impliquant toute la communauté et l'émergence de projets bonifiés. Dans toute étude d'impact environnemental, on essaie d'intégrer des scénarios ou des variantes pour qu'il soit possible de faire des choix. Individuellement, aucune modulation des territoires d'intérêt n'est proposée et le travail du BAPE n'en sera que plus difficile.

La MRC de La Matanie est heureuse que le Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent et l'industrie aient joué un rôle actif dans la détermination des territoires d'intérêt. Cependant, à titre d'entités responsables de l'aménagement de son territoire, comment expliquer que les MRC aient été écartées du processus d'analyse ou décisionnel? Il en résulte une indéniable carence d'imputabilité et une occasion ratée de mettre à profit l'expertise pointue des professionnels municipaux. On peut aisément émettre une critique dans un contexte où la décentralisation est au cœur des discours politiques, dont celui de la CRÉBSL.

D'autre part, comment évaluer la pertinence des données, des choix méthodologiques et des analyses réalisées, lorsque ces éléments ne peuvent faire l'objet d'une validation. Basée sur les sciences de l'environnement, la détermination des territoires d'intérêt devrait s'effectuer de manière transparente et les données rendues disponibles à tous les groupes intéressés par l'avenir des milieux forestiers. La consultation est également menée rapidement lorsqu'aucune urgence ne le justifie.

En l'absence d'une réelle concertation, la MRC de La Matanie craint que les futures aires protégées, étrangères aux valeurs et aspirations des communautés réceptrices, mécontentent tout le monde.

c) L'analyse de la MRC de La Matanie

Dans le cadre de la préparation du présent mémoire, en plus des considérations environnementales, d'acceptabilité sociale et liées au statut légal des aires protégées, la MRC de La Matanie a fait la recension des activités qui pourraient être potentiellement affectées par la mise en place d'aires protégées. Les activités sensibles, qui préoccupent la MRC, sont :

- l'aménagement forestier;
- les prélèvements fauniques;
- l'acériculture;
- la villégiature;
- le récréotourisme et les activités commerciales;
- l'entretien de voirie;
- l'exploitation des ressources énergétiques;
- l'exploitation minière;
- la gestion du séjour.

6

Pour chaque considération et activité, la MRC de La Matanie développe un bref argumentaire et présente ses commentaires généraux. Suite à chaque bloc, la MRC donne sous la forme d'avis formel sa position, qu'il s'agisse d'une demande, d'une suggestion ou d'un commentaire. Au total, 30 avis sont adressés aux représentants de la CRÉBSL. Un index synthèse, à la fin du mémoire, reprend tous les avis de la MRC.

D'autre part, la MRC joint, en annexe de son mémoire, différentes cartes permettant d'illustrer ces demandes. Certaines demandes sont générales et d'autres réfèrent à des sites ou des éléments ponctuels.

2. ANALYSE ET RECOMMANDATIONS

a) Aires protégées – statuts et protections accordés

La *Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., chapitre C-61.01)* encadre la création d'aires protégées au Québec. Cette loi comporte six statuts de protection de la biodiversité. Ces statuts sont les suivants :

- milieux naturels désignés par un plan;
- paysage humanisé;
- réserve aquatique;
- réserve de biodiversité;
- réserve écologique;
- réserve naturelle.

7

Les « milieux naturels désignés par un plan » réfèrent à des éléments ponctuels qui sont difficilement assimilables aux immenses territoires d'intérêt proposés par la CRÉBSL. Le concept de « réserve aquatique » n'est pas applicable dans le cadre de la présente consultation qui vise le milieu terrestre. Il en va de même pour la « réserve naturelle » qui concerne le territoire privé, exclu des propositions de la CRÉBSL. D'autre part, le concept de « paysage humanisé » est peu applicable dans un territoire forestier où l'activité humaine est extensive.

Les aires protégées, qui résulteront de la présente démarche, seront, selon toute vraisemblance, des « réserves de biodiversité » ou des « réserves écologiques ». Si, dans son document de consultation, la CRÉBSL « envisage » que les aires protégées seront des « réserves de biodiversité », la MRC de La Matanie veut s'en assurer.

Dans les réserves de biodiversité, sauf exceptions, les activités d'aménagement forestier au sens de l'article 3 de la *Loi sur les forêts (chapitre F-4.1)*, les activités minières, gazières et pétrolières, incluant l'exploration, l'exploitation des ressources énergétiques sont interdites. Le développement de la villégiature, les travaux de terrassement, de remblayage ou de construction et les activités commerciales demeurent possibles sous de strictes conditions. Dans une réserve écologique, les activités de prélèvement faunique, l'acériculture, la construction, le terrassement et les activités commerciales et industrielles sont interdites. Il s'agit de limitations additionnelles inacceptables pour la MRC.

En application des catégories d'aires protégées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), on remarque que la réserve écologique appartient à la première catégorie (Ia), la plus sévère, et la réserve de biodiversité à la troisième catégorie (III), un niveau intermédiaire, sur une échelle à six niveaux.

Les projets de territoire d'intérêt se superposent à différents types d'aires protégées existantes en vertu de 23 statuts juridiques différents. Par exemple, les écosystèmes forestiers exceptionnels (III), certains habitats fauniques, dont les ravages de cerfs de Virginie (IV) ou les habitats des espèces en danger (I) sont officiellement considérés comme des aires protégées.

Le document de consultation ne tient pas suffisamment compte de la présence de ces territoires qui viennent réduire l'impact réel de la création de nouvelles aires protégées (réel ajout de superficies protégées). Pareillement, les refuges biologiques, qui sont exclus du calcul de la possibilité forestière, auraient pu, dans certains cas, être inclus dans les propositions de la

CRÉBSL. À défaut d'être des aires protégées reconnues, les refuges biologiques en ont les caractéristiques.

La MRC de La Matanie est également sensible à la multiplication des sites ponctuels faisant l'objet de protection en vertu de divers statuts. Cette prolifération, qui oblige la modification constante des règlements municipaux, amène une grande lourdeur de gestion pour tous les intervenants forestiers. Le regroupement de territoires protégés en une seule aire peut s'avérer intéressant quoiqu'il convient d'examiner chaque territoire distinctement.

AVIS 1 : En consultant le document de la CRÉBSL, il est impossible d'apprécier l'impact du chevauchement des statuts de protection sur le territoire. Une partie des territoires d'intérêt sont déjà considérés comme des aires protégées ou bordent des terres qui ont des statuts de protection. Il est recommandé à la CRÉBSL d'intégrer davantage la superposition et/ou l'addition des statuts de protection dans ses analyses avant de transmettre des propositions finales au MDDEFP¹.

AVIS 2 : Si l'on tient compte des territoires déjà protégés, qui sont situés à proximité des opportunités pour la création d'aires protégées identifiées par le MDDEFP, il est possible d'ajuster les limites des territoires d'intérêt pour les inclure et, potentiellement, retrancher d'autres milieux.

AVIS 3 : Le regroupement de plusieurs éléments d'intérêt écologique dans une même aire protégée peut faciliter la gestion du territoire et contribuer à l'accroissement de la cohérence des actions.

AVIS 4 : La CRÉBSL doit de manière plus affirmative mentionner que les aires protégées souhaitées seront des réserves de biodiversité et qu'il n'est aucunement question de créer de nouvelles réserves écologiques.

b) Pertinence de la protection de la biodiversité

Adopté en 2001, le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de La Matanie traite de la conservation et de l'exploitation rationnelle des ressources ainsi que de la protection de l'environnement. En lien avec ces sujets, la MRC souhaite «*Établir des conditions favorables visant à assurer la pérennité des ressources et la protection des milieux sensibles sur l'ensemble du territoire*». De cette orientation, découlent plusieurs objectifs qui affectent le positionnement de la MRC en lien avec la création d'aires protégées. Ces objectifs sont les suivants :

- *«Protéger le potentiel d'exploitation des ressources présentes sur le territoire;*
- *Protéger le milieu naturel, les espèces fauniques et floristiques ainsi que leurs habitats;*
- *Maintenir des milieux propices à la conservation et à l'amélioration du potentiel faunique, dont l'habitat du poisson;*

¹ La page 8 du document de consultation mentionne que le contour des opportunités de conservation a été retracé, dans certains cas, pour tenir compte d'éléments tels que les refuges biologiques ou les écosystèmes forestiers exceptionnels. La MRC se questionne si cette démarche a été exhaustive pour les unités d'aménagement forestier gérées depuis la Gaspésie.

- *Protéger les milieux abritant des plantes et des espèces fauniques vulnérables ou menacées dont les hauts sommets du territoire, les rivages, les marais et les marécages».*

Ces objectifs ont conduit la MRC de La Matanie à affecter à la conservation tout le territoire non organisé de Rivière-Bonjour ainsi que les territoires fauniques structurés qui se trouvent à l'intérieur des limites municipales et qui font partie de la réserve faunique de Matane. Dans ce cas, le terme conservation est considéré «*dans l'optique d'assurer le renouvellement continu des ressources prélevées*». Aucune priorité n'est donnée à l'industrie forestière, la cohabitation des usages dans le respect de l'environnement est le leitmotiv de la MRC. La MRC souhaite une exploitation durable de son territoire, ce qui suppose que l'exploitation demeure possible.

Comme la MRC de La Matanie compte déjà sur son territoire une partie du parc national de la Gaspésie (II), deux réserves écologiques (Ia), soit les réserves Fernald et Irène-Fournier, et de nombreux territoires protégés (ex. refuges biologiques, rivières à saumon, habitats fauniques, habitats d'espèces menacées ou vulnérables), nous craignons que l'effort de conservation demandé à La Matanie excède la moyenne régionale alors que notre réalité économique nous entraîne à une certaine prudence.

AVIS 5 : La MRC de La Matanie reconnaît la grande valeur écologique de son territoire et souscrit à l'idée qui les milieux sensibles soient protégés. En contrepartie, la MRC favorise l'exploitation durable des ressources à la conservation intégrale. Un statut de protection de niveau «Ia» pour l'ensemble des territoires d'intérêt serait inacceptable. Le niveau de protection souhaité par la MRC se situe entre IV et VI².

c) Considérations écologiques

D'emblée, la MRC tient à souligner la compétence affichée par le comité technique de la CRÉBSL et l'apparente qualité des analyses de carences et de la caractérisation des forêts.

La MRC de La Matanie souscrit à l'idée que les réseaux des aires protégées doivent représenter un large éventail d'habitats. Pour la MRC, il ne fait aucun doute, sur le plan scientifique, que les aires protégées pour être efficaces doivent avoir une forme compacte et une superficie importante, se comptant en plusieurs dizaines de kilomètres carrés. Avec sa superficie de 57 kilomètres carrés et sa forme étirée, le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia est moins susceptible d'offrir une protection optimale à la biodiversité (effet de lisière) – situation clairement reconnue par la CRÉBSL dans ces documents de consultation. La plus-value des aires protégées de grande taille, notamment en lien avec l'incidence des feux de forêt, a notamment fait d'observation de la part du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans un contexte similaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean (rapport 287, page 68).

La MRC a eu l'opportunité d'avoir des aperçus des analyses de la CRÉBSL sur les forêts d'intérieur, les vieilles forêts et les milieux forestiers sensibles. En lien avec ces analyses, la MRC dénote les faibles superficies des vieilles forêts et des forêts d'intérieur dans le secteur d'intérêt

² Dans ses *Orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées (2011-2015)*, le gouvernement mentionne qu'il souhaite utiliser «une gamme élargie de catégories de gestion de l'UICN».

de la rivière Cascapédia. Comme les vieilles forêts et les forêts d'intérieur se superposent, la MRC aurait apprécié obtenir les superficies totales occupées par ces forêts. Pareillement, la MRC aurait apprécié que la cartographie des forêts anciennes et d'intérieur soit déposée.

D'autre part, une approche par «filtre fin» peut venir préciser le contour des territoires d'intérêt et les représentants de la CRÉBSL ont montré une sensibilité certaine à ces éléments. La MRC encourage la CRÉBSL à considérer ces éléments dans sa réflexion. La MRC invite la Commission à considérer avec soin le corpus de données constituées par le Comité de protection des monts Chic-Chocs ainsi que par les autres organismes environnementaux.

Enfin, s'il est vrai que d'autres territoires, qui n'ont pas été identifiés par la CRÉBSL, possèdent une valeur écologique remarquable et pourraient se qualifier pour devenir des aires protégées, la MRC de La Matanie peut difficilement en faire l'analyse ou les promouvoir car ils ont été écartés en amont des consultations.

AVIS 6 : La MRC de La Matanie souscrit à l'idée qu'il faille combler les carences écologiques en priorité et que les aires protégées doivent avoir de grandes superficies et une forme compacte pour assurer une protection adéquate de la biodiversité. Quoiqu'elle désapprouve le peu de considération apportée aux propositions émanant du milieu, la MRC croit qu'il importe de travailler à partir des territoires d'intérêt développés par la CRÉBSL. Pour être constructive, la MRC entend principalement s'attarder sur des propositions d'ajustements (inclusion/exclusion).

AVIS 7 : En comparaison avec les autres territoires d'intérêt identifiés au Bas-Saint-Laurent, le territoire de la rivière Cascapédia semble être le moins intéressant à des fins de conservation (superficie, forme, forêts d'intérêt). Son intérêt est encore réduit par la présence d'un territoire alternatif en Gaspésie, avec des impacts moindres sur l'industrie forestière.

AVIS 8 : La MRC demande à la CRÉBSL d'être sensible aux arguments qui lui seront présentés en lien avec une approche par «filtre fin» dans la mesure où ils sont appuyés par une démarche scientifique rigoureuse.

AVIS 9 : La MRC aurait apprécié que la CRÉBSL rende publique sa cartographie des vieilles forêts et des forêts d'intérieur. Ces éléments peuvent difficilement être considérés à leur juste valeur si l'on ne peut pas évaluer les effets de chevauchement ou de dispersion.

d) Impacts sur les activités forestières

En plus de s'inscrire dans une cible gouvernementale prévoyant que 12% du territoire québécois sera protégé d'ici 2015, la création d'aires protégées vise à permettre la certification des bois coupés dans les forêts de l'État. Cette nécessité explique l'implication active de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) et des intervenants de l'industrie forestière dans la démarche d'identification des territoires d'intérêt. L'industrie forestière a eu l'opportunité de soumettre des propositions en amont de la présente consultation.

Dans ce contexte, la pertinence de créer des aires protégées ne fait aucun doute et ne constitue pas une surprise pour le monde forestier. Il s'agit du contrepoids de la stratégie gouvernementale qui s'accompagne de mesures d'intensification de l'aménagement forestier.

La MRC de La Matanie tient à souligner la qualité des analyses sur le potentiel forestier des différents territoires d'intérêt. L'effort de la CRÉBSL pour réduire au maximum, sans sacrifier la valeur écologique, l'impact sur le secteur forestier est louable. Le relief difficile des Chic-Chocs explique aussi que les contraintes fortes associées au territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat sont très limitées contrairement à ce qui prévaut en bordure de la Cascapédia.

Si les analyses des contraintes à l'exploitation forestière sont bien faites, la MRC déplore que celles relatives au calcul de possibilité forestière aient exclu complètement les unités d'aménagement forestier dont la gestion relève de la Gaspésie. Il résulte que la diminution de la possibilité forestière est sous-évaluée pour le territoire de la Cap-Chat et ignorée pour le territoire de la Cascapédia. La MRC tient à rappeler que les usines matanaïses tirent leur approvisionnement bien au-delà du Bas-Saint-Laurent.

D'autre part, une baisse mineure peut parfois conduire à des pertes de rentabilité pouvant fragiliser la viabilité d'une entreprise. Le secteur forestier est très fragile et la perte d'une centaine d'emplois n'est pas marginale. Pouvant atteindre un maximum de 10 M\$ annuellement, la perte en retombées économiques n'est pas négligeable.

Contrairement à ce qui est mentionné dans le document de consultation, la MRC de La Matanie ne croit pas que l'essor du récréotourisme viendra compenser, dans un horizon prévisible, la diminution de la possibilité forestière. Les aires de catégorie «Ia» présentes dans la MRC n'ont jamais généré de retombées mesurables localement. La situation est similaire pour la portion du parc national de la Gaspésie située dans La Matanie. Advenant que les territoires ciblés deviennent des aires protégées de catégorie «III», la possibilité d'en retirer des retombées économiques additionnelles restent à démontrer. Le territoire est difficilement accessible via le Bas-Saint-Laurent, le trafic transitant par La Haute-Gaspésie.

Dans le cas du site d'intérêt de la rivière Cap-Chat, ce territoire se superpose aux limites de la réserve faunique de Matane. Si la réserve est active en matière d'activités récréatives, sa mission première est axée sur les activités de chasse et de pêche. La création d'une réserve de biodiversité est peu susceptible d'amener la création d'un «parc récréatif». Malgré ce qui précède, il convient aussi de souligner l'aspect visionnaire de la SÉPAQ qui a construit l'Auberge des Chic-Chocs et de se poser la question suivante :

Est-ce que ce projet qui a nécessité la construction de plusieurs
kilomètres de routes et la traverse de cours d'eau aurait pu voir le jour
dans une réserve de biodiversité ?

Selon la MRC de La Matanie, des protections de catégories IV à VI permettraient encore de réduire l'impact sur le secteur forestier et seraient davantage susceptibles d'entraîner le développement d'une offre récréotouristique élaborée. Si de telles catégories de protection étaient possibles en vertu de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, le secteur du lac Matane serait nettement à privilégier pour l'implantation d'une aire protégée.

Dans un autre ordre d'idée, la MRC tient à souligner que le camp forestier «Caron» est inclus à l'intérieur du territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia (voir annexe 4). Considérant la présence d'activités ayant un caractère industriel à cet endroit, il est suggéré de l'exclure.

AVIS 10 : L'absence de données sur la diminution du calcul de la possibilité forestière pour des portions importantes de la MRC de La Matanie empêchent d'apprécier l'impact réel des territoires d'intérêt.

AVIS 11 : La MRC de La Matanie est confiante que les impacts forestiers seraient minimes en bordure de la Cap-Chat mais s'inquiète davantage pour le territoire situé en bordure de la rivière Cascapédia (ex. camp Caron).

AVIS 12 : La création d'aires protégées aura un impact modéré mais significatif sur le secteur forestier. La MRC de La Matanie ne croit pas que la création d'une ou de deux réserves de biodiversité entraînera un essor à brève échéance du récréotourisme sur son territoire, en raison de son accès très difficile.

e) Les prélèvements fauniques – territoire structuré

La réserve faunique de Matane est l'un des joyaux de La Matanie. La renommée de ce territoire et de son organisation dépasse largement les limites du Bas-Saint-Laurent. Il est certain que la MRC s'opposera à tout projet qui viendra limiter, dans le temps, les possibilités de prélèvements fauniques sur ce territoire. Dans le cas des hauts sommets, du secteur de l'Auberge des Chic-Chocs (zone d'interdiction de chasse) et dans le corridor du sentier international des Appalaches, les impacts seront nuls. La MRC s'inquiète davantage des impacts pour les secteurs situés au nord du bloc Faribault et à proximité du mont Nicol-Albert. L'inquiétude n'est pas tant associée à l'interdiction de la chasse qu'à l'impact de la fin des travaux forestiers sur la disponibilité des ressources alimentaires de l'original.

Dans le cas de la ZEC de Cap-Chat, la MRC suggère d'ajuster les limites du territoire d'intérêt afin de l'exclure complètement (voir annexe 2). Un tel ajustement aurait un impact plus que mineur sur la superficie totale du territoire d'intérêt et éviterait des problèmes de gestion, d'encadrement de la villégiature et d'entretien du principal chemin d'accès au haut-pays, via Cap-Chat.

D'autre part, rappelons que l'interdiction des activités forestières serait susceptible de poser un enjeu majeur, soit l'entretien de la voirie forestière délaissée par ses principaux utilisateurs-payeurs. Cet enjeu est davantage discuté ultérieurement mais aura une incidence certaine sur l'accès aux zones de chasse et les finances des gestionnaires de territoires structurés.

AVIS 13 : La MRC de La Matanie demande à la CRÉBSL d'être réceptive aux arguments de la SÉPAQ qui pourrait demander des modulations afin de protéger les territoires de chasse et de pêche d'éventuels impacts de la création d'aires protégées.

AVIS 14 : La MRC de La Matanie demande que la partie du territoire de la ZEC de Cap-Chat, qui est située dans le territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat, en soit exclue. Ce territoire de très faible superficie présente des contraintes à la conservation en raison d'un chemin névralgique, de chalets et de considérations liées à la gestion du territoire. À défaut, la rivière Cap-Chat pourrait être une frontière forte et facilement localisable.

f) Les prélèvements fauniques – territoire libre

Le territoire public de la MRC de La Matanie est très largement inclus à l'intérieur de territoires fauniques structurés (réserve faunique de Matane, ZEC de Cap-Chat, ZEC saumon) et de territoires protégés (réserves écologiques et parc national de la Gaspésie). Il en résulte que la MRC tient à protéger le territoire faunique libre. En lien avec le territoire libre, le schéma d'aménagement et développement de la MRC de La Matanie prévoit les objectifs suivants :

- *« Limiter les contraintes liées à la pratique d'activités de prélèvements fauniques sur les terres du domaine de l'État;*
- *Veiller à ce que l'attribution de droits exclusifs ou de statuts particuliers sur les terres du domaine de l'État se fasse de manière consensuelle, dans le respect des populations locales et des usagers du territoire».*

13

Il est aussi mentionné l'approbation de la population n'est pas essentielle lorsque des considérations environnementales sérieuses et documentées justifient la protection d'un territoire. À notre connaissance, aucun enjeu particulier n'affecte le territoire situé en bordure de la Cascapédia.

Il convient de rappeler que le canton Richard, où se situe le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia, est abondamment fréquenté par les pêcheurs et les chasseurs. Il s'agit de surcroît du territoire où la densité de chalets et d'abris sommaires est la plus forte dans la MRC de La Matanie.

AVIS 15 : Quoiqu'une réserve de biodiversité n'exclue pas les activités de prélèvements fauniques, la MRC de La Matanie tient à rappeler son opposition à tout projet qui aurait pour effet de réduire la superficie des territoires fauniques libres, à moins qu'un enjeu environnemental documenté ne vienne justifier cette réduction ou que les usagers du secteur ne soient directement interpellés.

g) Le développement de l'acériculture

Le développement de l'acériculture est une priorité de la MRC de La Matanie. En terres privées, la MRC encourage le développement de ce secteur et protège activement les érablières. La MRC est également active sur les terres publiques intramunicipales et espère développer le plein potentiel des érablières qui s'y trouvent. Le secteur acéricole participe au maintien de milieux forestiers ayant plus attributs des vieilles forêts, protège les paysages et l'habitat, génère des retombées localement, dont des revenus de taxation et des emplois, envoie une image positive de la foresterie et, dans certains cas, favorise la transformation locale – le sirop d'érable produit est souvent transformé ou consommé localement.

La vallée de la rivière Cap-Chat présente un excellent potentiel acéricole (voir annexe 1). L'une des plus importantes érablières de la MRC est d'ailleurs située dans les limites du territoire d'intérêt de la Cap-Chat (versant nord du mont Coleman). Si la MRC n'entend pas s'opposer à la présence de quelques peuplements d'érables exploitables épars dans le territoire d'intérêt, elle demande l'exclusion des peuplements déjà exploités ou situés immédiatement à proximité (voir annexe 2). Si la CRÉBSL n'a pas obtenu les fichiers géo-référencés des érablières sous bail gérées depuis la Gaspésie, la MRC l'invite à en faire la demande.

Notons que l'acériculture pourrait être difficilement conciliable avec certaines catégories d'aires protégées.

AVIS 16 : Au nord du mont Coleman, une érablière majeure a été incluse dans le territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat, la MRC de La Matanie demande l'exclusion de cette érablière et des peuplements à potentiel acéricole à proximité.

h) Les activités de villégiature

D'emblée, le territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat n'a aucun impact sur les activités de villégiature. Le territoire n'abrite pas de baux de villégiature ou d'abris sommaires. De plus, aucuns nouveaux baux ne peuvent être délivrés sur le territoire de la Réserve faunique de Matane.

Dans le cas du territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia, la MRC est gestionnaire de quelques baux de villégiature ou d'abris sommaires. Advenant la création d'une aire protégée, ces baux ne pourraient plus être agrandis. La MRC suggère à la CRÉBSL d'inviter, avant le gel du territoire (désignation des réserves projetées), le ministère des Ressources naturelles (MRN) a créé un programme afin de rendre conforme les terrains de villégiature existants (4000 m²) et permettre la conversion des abris sommaires en chalets situés dans les territoires d'intérêt. Une pareille initiative a déjà été mise en œuvre pour les abris sommaires riverains. Cette initiative devrait être appliquée à tout le Bas-Saint-Laurent.

Comme la MRC de La Matanie ne compte pas de plans d'eau d'importance (> 20 ha) en territoire libre, il convient de souligner que le potentiel de développement de la villégiature se situe principalement dans le canton Richard. La rivière Cascapédia pourrait représenter un attrait pour l'implantation de chalets. Les MRC du Bas-Saint-Laurent retirent des revenus de taxation (territoire non organisé) et de location de terrains.

AVIS 17 : La création d'une aire protégée à l'emplacement du territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat n'aura pas d'impact sur la villégiature.

AVIS 18 : Le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia pourrait restreindre les possibilités déjà très limitées de développement de la villégiature sur le territoire de la MRC de La Matanie.

AVIS 19 : Si le MRN proposait aux bénéficiaires de baux d'agrandir leur superficie à 4 000 mètres carrés et invitait les bénéficiaires de baux d'abris sommaires à les convertir en baux de villégiature, l'impact sur la villégiature serait considérablement réduit à l'échelle du Bas-Saint-Laurent.

i) Le développement du récréotourisme et des activités commerciales

Dans les réserves de biodiversité les activités commerciales, dont les activités récréatives, sont toujours possibles sous réserves de certaines autorisations et conditions, dont la sévérité est déterminée dans le cadre d'un plan de conservation.

Il est évident que la MRC de La Matanie ne peut appuyer un projet qui viendrait nuire aux activités de l'Auberge des Chic-Chocs. Une exclusion ponctuelle du site de l'auberge pourrait être envisagée afin de faciliter le développement de ses activités (voir annexe 2). Dans le cas des quelques chalets appartenant à la SÉPAQ, la MRC ne juge pas que leur présence est suffisamment structurante pour justifier une exclusion. De plus, leur opération n'est pas menacée par la création d'une réserve de biodiversité.

Dans le cas du territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia, il convient de souligner la présence d'un bail commercial à proximité de l'intersection du chemin Lacroix et de la route 299 (voir annexe 4). L'entreprise présente, La Cache, est la porte d'entrée de tout le canton de Richard. Pour la MRC, le secteur avoisinant l'intersection de la route 299 et du chemin Lacroix est stratégique pour tout le développement du canton. La route 299 est le seul chemin accessible annuellement par voiture et le chemin Lacroix est l'épine dorsale de la voirie forestière utilisée par les chasseurs, pêcheurs, villégiateurs, prospecteurs et travailleurs forestiers. Une exclusion devrait être faite pour permettre le développement de l'entrée du territoire, l'une des conditions requises pour supporter l'émergence du récréotourisme. La Cache offre des services commerciaux qui ne sont pas assimilables à des activités touristiques (ex. vente d'essence).

D'autre part, il est mentionné que les aires protégées peuvent supporter des projets récréotouristiques. S'il est vrai que le parc régional du Poisson-Blanc est un succès (exemple mentionné au cahier de consultation), il bénéficie d'une relative accessibilité et d'un bassin de population majeur, la région métropolitaine montréalaise. L'isolement et les difficultés d'accès du territoire font en sorte que les projets de développement seront plus extensifs et légers. Quoique le tourisme d'aventure offre une vitrine exceptionnelle pour le territoire (notoriété), les retombées économiques directes ne sont pas encore matérialisées.

Parmi les pistes de développement projeté, la MRC de La Matanie a identifié le canyoning et le ski alpin hors-piste. A priori, de telles activités peuvent tirer profit d'un paysage intact. Cependant, l'expérience d'entreprises gaspésiennes démontre que les travaux d'aménagement forestier nécessaires à l'amélioration des sous-bois peuvent devenir difficiles, voire impossibles, lorsque le territoire fait l'objet d'une stricte protection. De plus, l'accès au territoire doit se faire par des sentiers et des chemins forestiers. En l'absence de l'industrie forestière, la MRC imagine difficilement des entreprises, qui peinent à couvrir leurs frais d'exploitation, investir dans des travaux de voirie. Les aires protégées n'ont pas pour mission de favoriser les activités récréatives et leur création ne s'accompagne pas de budget particulier pour la mise en valeur.

Le mont Nicol-Albert (voir annexe 2) présente l'un des plus importants dénivelés skiables du Québec. Cette montagne a un intérêt indéniable pour la pratique du ski hors-piste. Elle abrite aussi des activités de randonnées et de canyoning. Il faudrait s'assurer que la création d'une aire protégée à cet endroit ne rende pas impossible la consolidation d'un pôle d'activités en contact avec la nature, incluant la mise en place d'une structure d'hébergement. De plus, cette montagne est susceptible de devenir un attrait majeur. Certains ont rêvé d'y aménager un site de descente olympique ou un centre d'entraînement pour athlètes de haut niveau – des rapports d'expertise existent à cet égard. Pareillement, il serait dommage de priver une région très dévitalisée d'un projet majeur de développement, quoiqu'hypothétique. Dans le cas du mont Nicol-Albert, un statut de protection plus souple de niveau VI serait assurément d'un grand intérêt.

AVIS 20 : À moins de représentations contraires de la SÉPAQ, l'exclusion du secteur avoisinant l'Auberge des Chic-Chocs du territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat devrait être considérée.

AVIS 21 : La MRC de La Matanie suggère d'exclure le secteur situé à l'intersection de la route 299 et du chemin Lacroix du territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia.

AVIS 22 : La MRC de La Matanie demande à la CRÉBSL d'évaluer les impacts d'une aire protégée sur le développement du mont Nicol-Albert, notamment en lien avec l'aménagement de sous-bois. S'il appert que le développement de la montagne est incompatible avec la mission d'une réserve de biodiversité, le versant présentant le plus d'intérêt pour le ski doit être exclu du territoire d'intérêt.

j) L'entretien de voirie

La CRÉBSL procède présentement à des travaux visant la détermination d'un réseau routier prioritaire sur les terres publiques du Bas-Saint-Laurent. La MRC regrette que cet exercice n'ait pas été complété avant le dépôt du cahier de consultation.

Comme les aires protégées peuvent restreindre le terrassement, l'excavation et les travaux de construction, la MRC s'inquiète pour les principaux chemins d'accès au haut-pays. Le chemin de la ZEC de Cap-Chat, les routes numérotées de la réserve faunique de Matane et les chemins «Lacroix» et «Caron» sur le canton de Richard permettent d'accéder aux secteurs de villégiature, aux zones de chasse et de pêche et aux parterres de coupe (voir annexes 1 et 3). Il convient de ne pas restreindre inutilement leur entretien ou leur amélioration et de ne pas mettre en place des conditions faisant augmenter les coûts associés à ces travaux. Présentement, sans aucune contrainte particulière, ces chemins sont dans un état allant de passable à médiocre, qui permet difficilement le passage des véhicules de promenade.

AVIS 23 : La MRC de La Matanie suggère d'exclure l'emprise des chemins forestiers prioritaires des territoires d'intérêt afin de faciliter leur entretien ou leur réaménagement (ex. nivelage, épandage d'abats-poussières, creusage de fossés, remplacement de ponts et ponceaux, reprofilage, élargissement).

k) L'exploitation des ressources énergétiques

Le document de la CRÉBSL mentionne que les territoires d'intérêt des rivières Cascapédia et Cap-Chat pourraient présenter un intérêt pour l'exploitation hydroélectrique. La MRC ne voit pas comment le statut de rivière à saumon combiné à la faible hydraulité de ces cours d'eau pourrait justifier la construction d'une centrale. La création de réservoirs semble tout aussi improbable. L'isolement et l'éloignement des territoires des corridors de transport d'Hydro-Québec TransÉnergie limitent encore davantage le potentiel du territoire, incluant la construction de parcs éoliens.

AVIS 24 : La MRC de La Matanie est d'avis que les potentiels éolien et hydraulique du territoire ne peuvent justifier une demande de retrait.

I) L'exploitation minière

L'exploitation minière est un enjeu potentiellement majeur pour la MRC de La Matanie. La construction d'une usine d'alumine à Cap-Chat alimentée par les terres rares de la Gaspésie démontre qu'une ressource inconnue ou ignorée jusqu'à tout récemment peut devenir un moteur économique. La MRC possède ni l'expertise ni les données lui permettant d'évaluer si les territoires visés contiennent des ressources minérales avérées ou potentielles. De plus, cet enjeu ne fait même pas l'objet d'un paragraphe dans le cahier de consultation de la CRÉBSL.

Si le potentiel minier de la MRC de La Matanie reste à démontrer, nous sommes convaincus que la création d'aires protégées aura un impact non négligeable sur l'exploitation des ressources minérales de surface, qui sont gérées par les MRC du Bas-Saint-Laurent, au profit des collectivités. Plusieurs sites d'extraction de sable et de gravier, dont certains font l'objet de baux non exclusifs (BNE) ou exploités en vertu du *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État*, sont situés à l'intérieur des territoires d'intérêt (voir annexe 5).

Suite au lancement des consultations de la CRÉBSL, nous avons noté que le MRN avait inscrit des contraintes au développement dans son système de gestion des titres miniers (GESTIM). La MRC a remarqué que les sites miniers sous baux (sable et gravier) avaient été exclus des territoires d'intérêt. Pour la MRC de La Matanie, de telles exclusions sont parfaitement justifiables.

Dans le haut-pays matanien, les matériaux de qualité pour la construction et l'entretien des chemins sont peu abondants. La fermeture des sites actifs viendrait compliquer sérieusement l'approvisionnement des entreprises forestières et des gestionnaires de territoires structurés. D'autre part, en application du *Règlement sur les carrières et sablières*, l'ouverture de nouveaux sites demande des investissements importants. Les dépôts les plus accessibles et intéressants sont souvent ceux qui font l'objet d'une exploitation.

Une analyse spatiale de la disponibilité des ressources minérales de surface devrait être effectuée. S'il s'avère qu'un secteur important serait privé de sites d'extraction de sable et de gravier, celui-ci devrait faire l'objet d'une mesure de protection. Il ne s'agit pas de maintenir forcément tous les sites en activité.

D'autre part, à titre de gestionnaire des sites d'extraction de substances minérales de surface, la MRC de La Matanie ne voudrait pas payer pour la remise en état des sites devenus inexploitable. Effectuée dans le respect des règles environnementales, la remise en place d'un sol végétal et la plantation d'arbres est onéreuse.

AVIS 25 : L'ensemble des usagers du territoire public profite directement ou indirectement de l'exploitation des substances minérales de surface. Le sable et le gravier sont essentiels pour la construction, l'amélioration et l'entretien de chemins. Pour permettre ces activités à un coût raisonnable, les matériaux doivent être disponibles localement. La MRC de La Matanie demande qu'une analyse soit effectuée afin de sauvegarder certains sites à l'intérieur des territoires d'intérêt, en procédant à des exclusions.

AVIS 26 : La MRC de La Matanie demande à la CRÉBSL de valider auprès de géologues gouvernementaux ou indépendants l'absence de potentiels miniers dans les territoires d'intérêt.

m) La gestion du séjour

À titre de gestionnaires des droits fonciers sur terres publiques, les MRC du Bas-Saint-Laurent assument des responsabilités relativement à la surveillance du territoire. Présentement, à l'extérieur des territoires structurés, le séjour en forêt est permis sans trop de restriction pour des périodes de sept mois. À l'intérieur d'une aire de biodiversité, la durée du séjour serait réduite à 90 jours. Il est à prévoir que le nombre des occupations sans droits (OSD) ira en grandissant.

Lorsqu'on peine à faire appliquer les règles existantes, ce n'est pas en les durcissant que les résultats seront différents !

La MRC de La Matanie n'a pas les ressources humaines et financières pour assumer une gestion plus stricte du séjour à l'extrémité sud-est de son territoire (rivière Cascapédia) – chaque plainte nécessite un déplacement d'une journée et parfois la location d'équipements. La gestion du canton Richard est suffisamment complexe en raison de l'éloignement et de l'intensité des activités humaines sans ajouter des nouvelles contraintes pour la MRC. Quoique plus facile, la surveillance du secteur de la rivière Cap-Chat est déjà une lourde tâche.

AVIS 27 : La MRC de La Matanie est d'avis que la création d'une réserve de biodiversité devrait s'effectuer sur des territoires où la surveillance peut être raisonnablement assurée par un gestionnaire de territoire structuré ou encore par le gestionnaire des droits fonciers sans occasionner de contraintes excessives.

n) Les corridors panoramiques (protection des paysages)

Pour la MRC de La Matanie, la protection des paysages est un enjeu majeur. La MRC travaille d'ailleurs sur un amendement à son schéma d'aménagement et de développement pour mieux baliser les enjeux paysagers affectant son territoire.

Par le passé, sous l'ancien régime forestier, la MRC a souvent déploré le peu de considération accordée à la protection des corridors panoramiques situés dans les vallées de la Cap-Chat, de la Matane et la Bonjour (voir annexe 1). La création d'une réserve de biodiversité dans le secteur de la rivière Cap-Chat viendrait assurer l'atteinte des objectifs paysagers de la MRC en lien avec le chemin du Corridor-Panoramique.

AVIS 28 : La MRC de La Matanie est d'avis que le territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat permettra une protection des paysages forestiers et contribuera à maintenir un environnement favorable au développement de l'écotourisme.

o) Intensification de la production de la matière ligneuse

Les articles 36 et 37 de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (L.R.Q., chapitre 18.1)* prévoient que des aires d'intensification de la production ligneuse seront créées avec le nouveau régime forestier. Le ministre responsable des forêts de l'État transmettra prochainement, si ce n'est pas encore fait, aux conférences régionales des élus, pour consultation du milieu régional une carte indiquant les endroits où se situent ces aires. La consultation doit permettre de définir des aires prioritaires.

La MRC de La Matanie aurait apprécié qu'un lien soit fait entre les territoires susceptibles d'accueillir des activités forestières intensives et les territoires à protéger. La MRC s'inquiète d'une tendance lourde, qu'elle observe depuis quelques années, qui consiste en une monopolisation accrue du territoire public ou privé par des activités données. Par exemple, les parcs éoliens limitent les usages résidentiels, chalets inclus, les aires protégées limitent la foresterie, l'intensification forestière pourrait être nuisible pour les activités en contact avec la nature, etc.

La MRC rappelle que le plan d'affectation des terres publiques (PATP) détermine que la «vocation» du territoire dans le haut-pays matanien appartient aux catégories «utilisation multiple» et «utilisation multiple modulée³», le contraire d'une affectation exclusive. Le PATP, auquel toute autre planification régionale ou locale est subordonnée, poursuit les mêmes objectifs que le schéma d'aménagement et de développement de la MRC en lien avec la cohabitation des usages.

La coexistence rapprochée de sites d'intensification et d'aires protégées peut s'avérer une problématique (ex. plantation d'essences exotiques). Il aurait été intéressant de savoir où les meilleurs potentiels pour la production ligneuse se situent pour moduler les aires protégées. Régionalement, il y a un risque de manquer une belle opportunité de développer une vision intégrée du territoire public.

AVIS 29 : La MRC de La Matanie s'inquiète de l'impact combiné du cumul des aires protégées et des aires d'intensification de la production de la matière ligneuse sur les autres usages présents sur le territoire. Une analyse sommaire identifiant les meilleurs territoires pour l'intensification en tenant compte des sols, du relief et du climat aurait permis d'apprécier le cumul des vocations prioritaires et les effets de bordure (ex. aires d'intensification adjacentes à une aire protégée).

³ Une affectation multiple modulée est présente sur les territoires fauniques structurés afin que les activités présentes obéissent aux objectifs suivants :

- «poursuivre la production de la matière ligneuse en modulant les interventions en fonction de la mise en valeur de la faune ainsi que des activités récréatives, notamment autour de l'Auberge des Chic-Chocs;
- maintenir la qualité de l'habitat du saumon et poursuivre la mise en valeur des zecs des rivières à saumon;
- poursuivre le développement des activités minières et énergétiques (hydrocarbures) en le modulant les interventions en fonction du contexte de la mise en valeur de la faune et des activités récréatives» (source : PATP – MRN).

p) Commentaires concernant le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia

La CRÉBSL écrit en lien avec le territoire de la rivière Cascapédia, «ce territoire d'intérêt n'a pas une forme idéale pour constituer un noyau de conservation. Nous l'avons conservé parce qu'il permet de protéger les rives d'une rivière à saumon importante». La CRÉBSL mentionne qu'il existe une alternative présentant moins d'impacts pour le secteur forestier en Gaspésie. Dans ce contexte, la MRC de La Matanie a déjà mentionné dans le présent mémoire qu'elle ne voit pas l'intérêt de conserver ce territoire d'intérêt – la rivière et ses rives font déjà l'objet d'une protection. La MRC s'explique également très mal le tracé proposé excluant des portions de refuges biologiques et d'habitats fauniques adjacents.

Si la MRC de La Matanie s'objecte au maintien du territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia dans les listes des sites susceptibles d'accueillir des aires protégées, elle souhaite tout de même proposer une délimitation alternative dans un esprit constructif et collaboratif. Il s'agirait en quelque sorte d'un «moindre mal». La carte à l'annexe 6 permet de visualiser le tracé alternatif proposé comportant certaines inclusions et une grande exclusion. Les principales modifications visent les objectifs suivants :

- Ajuster les limites du territoire d'intérêt à celles de la réserve écologique Irène-Fournier;
- Ajuster les limites du territoire d'intérêt à la limite de l'emprise de la route 299;
- Retrancher les territoires faisant l'objet d'une utilisation importante et inconciliable avec les objectifs de conservation ;
- Compenser le retrait par des territoires similaires de manière à rendre le territoire d'intérêt plus compact et réduire les effets de lisière.

AVIS 30 : Le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia devrait être retranché et, à défaut, optimisé de manière à être plus compact et tenir compte des autres recommandations de la MRC de La Matanie.

q) Autres commentaires

La MRC de La Matanie considère que les propositions du milieu n'ont jamais eu l'opportunité de s'exprimer en amont du processus devant mener à la création de nouvelles aires protégées au Bas-Saint-Laurent. Nous sommes en droit de penser que l'absence d'une réelle concertation est motivée par une certaine urgence d'agir en lien avec la certification forestière des terres publiques et l'entrée en vigueur du nouveau régime forestier (calcul de la possibilité forestière du prochain plan quinquennal).

Advenant que les territoires d'intérêt soient tous retenus sans modulation, le Bas-Saint-Laurent n'aura toujours pas atteint la cible provinciale de 12 % de territoires protégés. Dans ce contexte, il est à prévoir que de nouvelles aires protégées pourraient être délimitées dans les années à venir. Le cas échéant, la MRC de La Matanie se permet d'espérer que le milieu aura une réelle chance de mettre de l'avant des territoires pour des fins de conservation et que les MRC du Bas-Saint-Laurent pourront s'impliquer dans le processus et accomplir leur mission en aménagement du territoire. La protection à perpétuité de territoires justifie qu'on prenne le temps d'un réel dialogue régional. La forêt ne va pas disparaître !

AVIS 31 : La MRC de La Matanie est d'avis que la CRÉBSL et les ministères concernés par les projets d'aires protégées doivent revoir leur processus d'identification des territoires d'intérêt pour qu'à l'avenir les populations concernées et les MRC soient impliquées dès le début du processus et non à la toute fin.

3. CONCLUSION

En conclusion, la MRC de La Matanie espère que ces propositions seront retenues par la CRÉBSL. Il importe que la création d'aires protégées ne soit pas perçue comme une contrainte au développement des communautés. La MRC est confiante que les projets soumis, sous réserve de certaines modulations, concilient le difficile équilibre entre une protection de la nature et son exploitation commerciale, agroforestière, forestière et récréotouristique.

La MRC de La Matanie souhaite souligner que l'objectif global de son service de l'aménagement et de l'urbanisme, dans toutes ses actions, est «d'aménager le territoire de manière durable et sans imposer de contraintes excessives aux citoyens et aux collectivités». Le présent mémoire a été rédigé dans cet esprit. La MRC sera toujours fière d'appuyer des initiatives qui concilient cette volonté en lien avec le développement des activités commerciales, acéricoles, récréotouristiques, fauniques, minières et de villégiature sur son territoire.

La MRC rappelle que toute création d'aires protégées, comme il s'agit d'une intervention gouvernementale, a un impact direct sur les schémas d'aménagement et de développement. Il importe que les MRC du Bas-Saint-Laurent soient partenaires dans la démarche de création des aires protégées et que ce message soit porté, par la CRÉBSL, jusque dans les bureaux des différents ministères.

La CRÉBSL devrait aussi, en raison de son rôle en matière de concertation et de son engagement pour la décentralisation, favoriser davantage la prise en compte des propositions émanant de la société civile. Il s'agit de la principale lacune de la démarche ayant mené à l'identification des territoires d'intérêt dans notre région.

Finalement, la MRC tient à mentionner sa disponibilité pour fournir des précisions ou des données en lien avec son mémoire et souhaite remercier la CRÉBSL pour la tenue de la présente consultation publique, à Matane, soit près des communautés concernées.

4. SYNTHÈSE DES AVIS

AVIS 1 : En consultant le document de la CRÉBSL, il est impossible d'apprécier l'impact du chevauchement des statuts de protection sur le territoire. Une partie des territoires d'intérêt sont déjà considérés comme des aires protégées ou bordent des terres qui ont des statuts de protection. Il est recommandé à la CRÉBSL d'intégrer davantage la superposition et/ou l'addition des statuts de protection dans ses analyses avant de transmettre des propositions finales au MDDEFP.

AVIS 2 : Si l'on tient compte des territoires déjà protégés, qui sont situés à proximité des opportunités pour la création d'aires protégées identifiées par le MDDEFP, il est possible d'ajuster les limites des territoires d'intérêt pour les inclure et, potentiellement, retrancher d'autres milieux.

AVIS 3 : Le regroupement de plusieurs éléments d'intérêt écologique dans une même aire protégée peut faciliter la gestion du territoire et contribuer à l'accroissement de la cohérence des actions.

AVIS 4 : La CRÉBSL doit de manière plus affirmative mentionner que les aires protégées souhaitées seront des réserves de biodiversité et qu'il n'est aucunement question de créer de nouvelles réserves écologiques.

AVIS 5 : La MRC de La Matanie reconnaît la grande valeur écologique de son territoire et souscrit à l'idée que les milieux sensibles soient protégés. En contrepartie, la MRC favorise l'exploitation durable des ressources à la conservation intégrale. Un statut de protection de niveau «la» pour l'ensemble des territoires d'intérêt serait inacceptable. Les catégories de protection souhaitées par la MRC se situent entre IV et VI.

AVIS 6 : La MRC de La Matanie souscrit à l'idée qu'il faille combler les carences écologiques en priorité et que les aires protégées doivent avoir de grandes superficies et une forme compacte pour assurer une protection adéquate de la biodiversité. Quoiqu'elle désapprouve le peu de considération apportée aux propositions émanant du milieu, la MRC croit qu'il importe de travailler à partir des territoires d'intérêt développés par la CRÉBSL. Pour être constructive, la MRC entend principalement s'attarder sur des propositions d'ajustements (inclusion/exclusion).

AVIS 7 : En comparaison avec les autres territoires d'intérêt identifiés au Bas-Saint-Laurent, le territoire de la rivière Cascapédia semble être le moins intéressant à des fins de conservation (superficie, forme, forêts d'intérêt). Son intérêt est encore réduit par la présence d'un territoire alternatif en Gaspésie, avec des impacts moindres sur l'industrie forestière.

AVIS 8 : La MRC demande à la CRÉBSL d'être sensible aux arguments qui lui seront présentés en lien avec une approche par «filtre fin» dans la mesure où ils sont appuyés par une démarche scientifique rigoureuse.

AVIS 9 : La MRC aurait apprécié que la CRÉBSL rende publique sa cartographie des vieilles forêts et des forêts d'intérieur. Ces éléments peuvent difficilement être considérés à leur juste valeur si l'on ne peut pas évaluer les effets de chevauchement ou de dispersion.

AVIS 10 : L'absence de données sur la diminution du calcul de la possibilité forestière pour des portions importantes de la MRC de La Matanie empêchent d'apprécier l'impact réel des territoires d'intérêt.

AVIS 11 : La MRC de La Matanie est confiante que les impacts forestiers seraient minimes en bordure de la Cap-Chat mais s'inquiète davantage pour le territoire situé en bordure de la rivière Cascapédia (ex. camp Caron).

AVIS 12 : La création d'aires protégées aura un impact modéré mais significatif sur le secteur forestier. La MRC de La Matanie ne croit pas que la création d'une ou de deux réserves de biodiversité entraînera un essor à brève échéance du récréotourisme sur son territoire, en raison de son accès très difficile.

AVIS 13 : La MRC de La Matanie demande à la CRÉBSL d'être réceptive aux arguments de la SÉPAQ qui pourrait demander des modulations afin de protéger les territoires de chasse et de pêche d'éventuels impacts de la création d'aires protégées.

AVIS 14 : La MRC de La Matanie demande que la partie du territoire de la ZEC de Cap-Chat, qui est située dans le territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat, en soit exclue. Ce territoire de très faible superficie présente des contraintes à la conservation en raison d'un chemin névralgique, de chalets et de considérations liées à la gestion du territoire. À défaut, la rivière Cap-Chat pourrait être une frontière forte et facilement localisable.

AVIS 15 : Quoiqu'une réserve de biodiversité n'exclue pas les activités de prélèvements fauniques, la MRC de La Matanie tient à rappeler son opposition à tout projet qui aurait pour effet de réduire la superficie des territoires fauniques libres, à moins qu'un enjeu environnemental documenté ne vienne justifier cette réduction ou que les usagers du secteur ne soient directement interpellés.

AVIS 16 : Au nord du mont Coleman, une érablière majeure a été incluse dans le territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat, la MRC de La Matanie demande l'exclusion de cette érablière et des peuplements à potentiel acéricole à proximité.

AVIS 17 : La création d'une aire protégée à l'emplacement du territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat n'aura pas d'impact sur la villégiature.

AVIS 18 : Le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia pourrait restreindre les possibilités déjà très limitées de développement de la villégiature sur le territoire de la MRC de La Matanie.

AVIS 19 : Si le MRN proposait aux bénéficiaires de baux d'agrandir leur superficie à 4 000 mètres carrés et invitait les bénéficiaires de baux d'abris sommaires à les convertir en baux de villégiature, l'impact sur la villégiature serait considérablement réduit à l'échelle du Bas-Saint-Laurent.

AVIS 20 : À moins de représentations contraires de la SÉPAQ, l'exclusion du secteur avoisinant l'Auberge des Chic-Chocs du territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat devrait être considérée.

AVIS 21 : La MRC de La Matanie suggère d'exclure le secteur situé à l'intersection de la route 299 et du chemin Lacroix du territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia.

AVIS 22 : La MRC de La Matanie demande à la CRÉBSL d'évaluer les impacts d'une aire protégée sur le développement du mont Nicol-Albert, notamment en lien avec l'aménagement de sous-bois. S'il appert que le développement de la montagne est incompatible avec la mission d'une réserve de biodiversité, le versant présentant le plus d'intérêt pour le ski doit être exclu du territoire d'intérêt.

AVIS 23 : La MRC de La Matanie suggère d'exclure l'emprise des chemins forestiers prioritaires des territoires d'intérêt afin de faciliter leur entretien ou leur réaménagement (ex. nivelage, épandage d'abats-poussières, creusage de fossés, remplacement de ponts et ponceaux, reprofilage, élargissement).

AVIS 24 : La MRC de La Matanie est d'avis que les potentiels éolien et hydraulique du territoire ne peuvent justifier une demande de retrait.

AVIS 25 : L'ensemble des usagers du territoire public profite directement ou indirectement de l'exploitation des substances minérales de surface. Le sable et le gravier sont essentiels pour la construction, l'amélioration et l'entretien de chemins. Pour permettre ces activités à un coût raisonnable, les matériaux doivent être disponibles localement. La MRC de La Matanie demande qu'une analyse soit effectuée afin de sauvegarder certains sites à l'intérieur des territoires d'intérêt, en procédant à des exclusions.

AVIS 26 : La MRC de La Matanie demande à la CRÉBSL de valider auprès de géologues gouvernementaux ou indépendants l'absence de potentiels miniers dans les territoires d'intérêt.

AVIS 27 : La MRC de La Matanie est d'avis que la création d'une réserve de biodiversité devrait s'effectuer sur des territoires où la surveillance peut être raisonnablement assurée par un gestionnaire de territoire structuré ou encore par le gestionnaire des droits fonciers sans occasionner de contraintes excessives.

AVIS 28 : La MRC de La Matanie est d'avis que le territoire d'intérêt de la rivière Cap-Chat permettra une protection des paysages forestiers et contribuera à maintenir un environnement favorable au développement de l'écotourisme.

AVIS 29 : La MRC de La Matanie s'inquiète de l'impact combiné du cumul des aires protégées et des aires d'intensification de la production de la matière ligneuse sur les autres usages présents sur le territoire. Une analyse sommaire identifiant les meilleurs territoires pour l'intensification en tenant compte des sols, du relief et du climat aurait permis d'apprécier le cumul des vocations prioritaires et les effets de bordure (ex. aires d'intensifications adjacentes à une aire protégée).

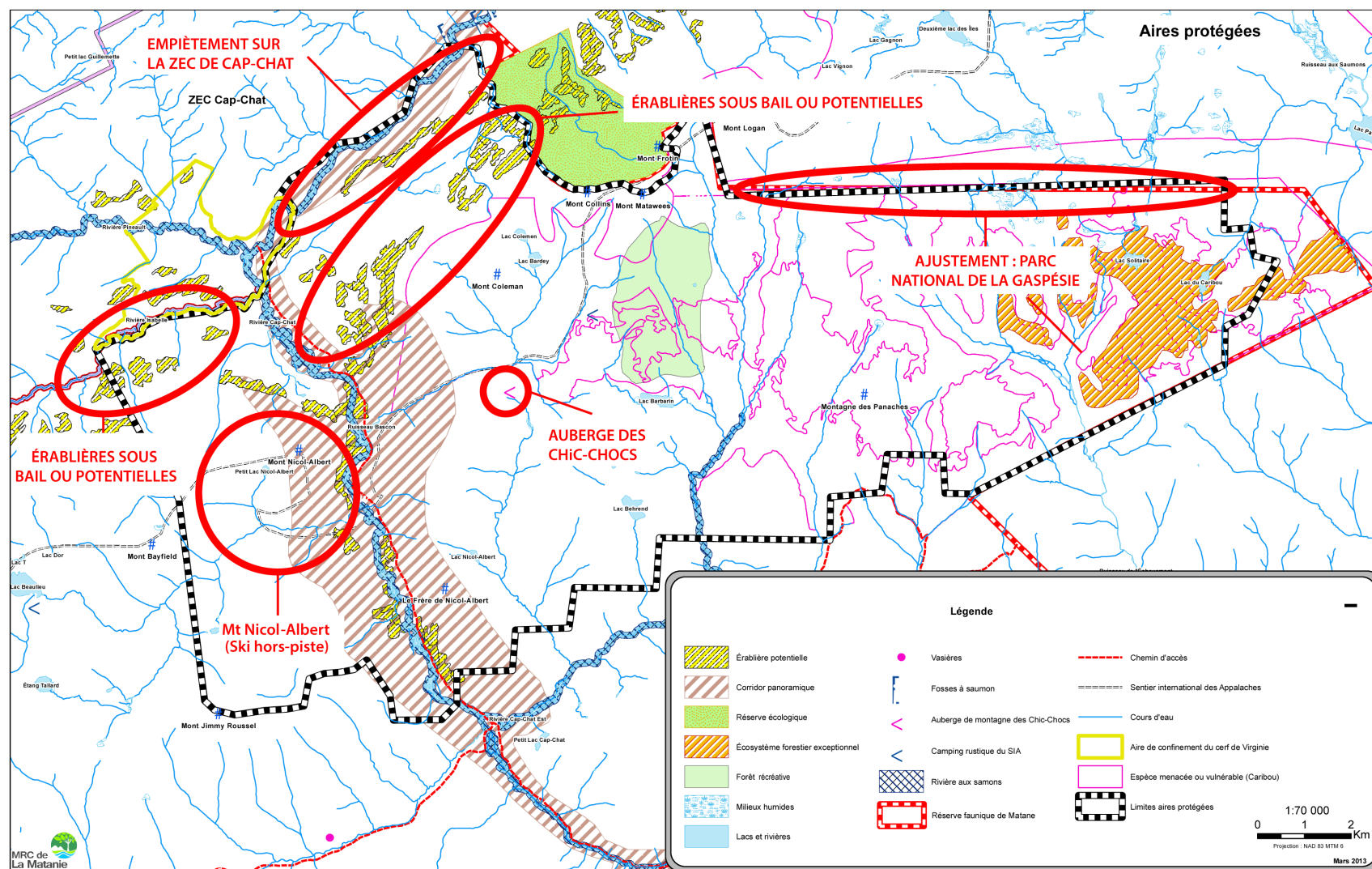
AVIS 30 : Le territoire d'intérêt de la rivière Cascapédia devrait être retranché et, à défaut, optimisé de manière à être plus compact et tenir compte des autres recommandations de la MRC de La Matanie.

AVIS 31 : La MRC de La Matanie est d'avis que la CRÉBSL et les ministères concernés par les projets d'aires protégées doivent revoir leur processus d'identification des territoires d'intérêt pour qu'à l'avenir les populations concernées et les MRC soient impliquées dès le début du processus et non à la toute fin.

25

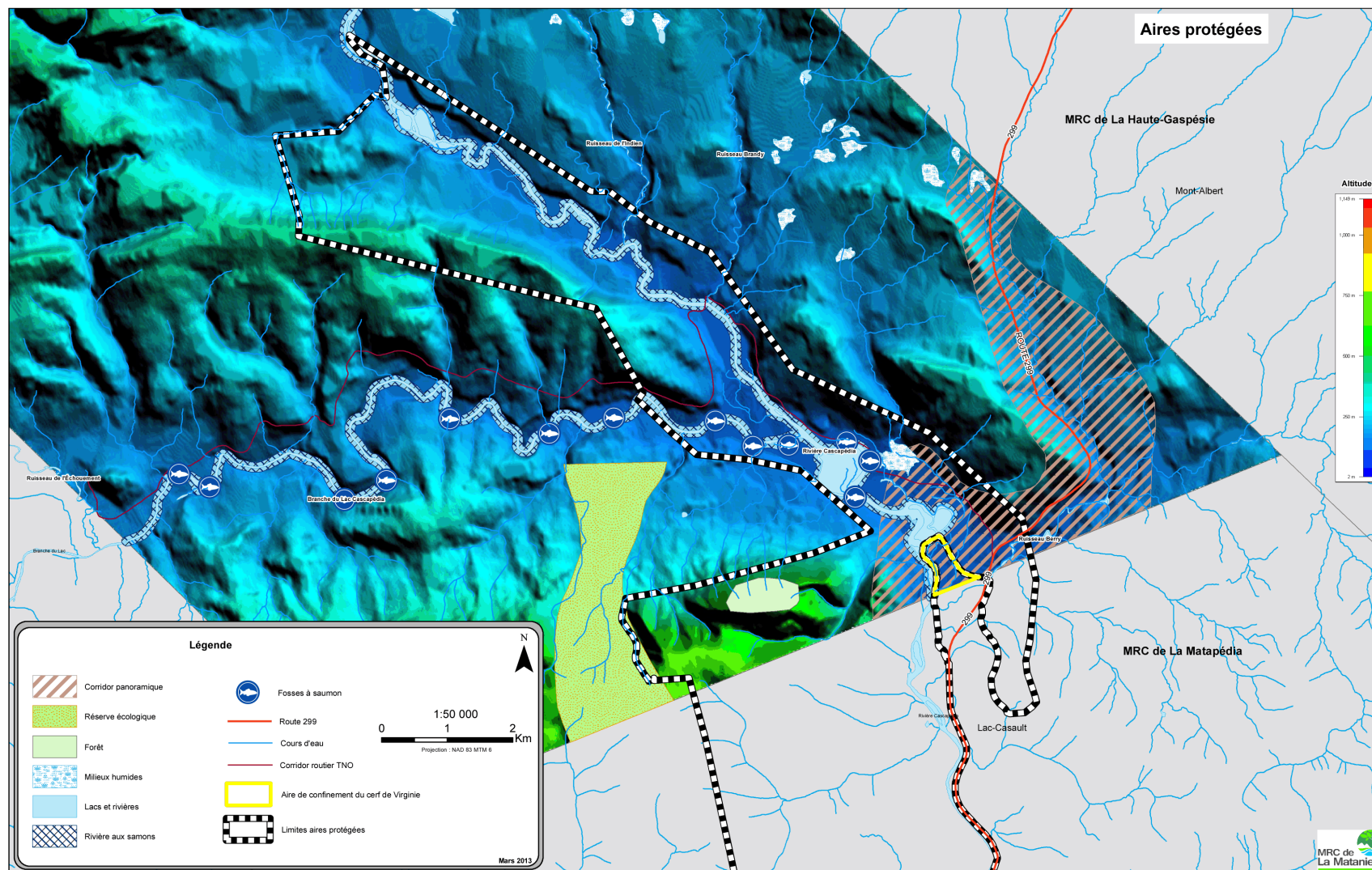


ANNEXE 2 – TERRITOIRE D'INTÉRÊT DE LA RIVIÈRE CAP-CHAT (ANNOTATIONS)



ANNEXE 3 – TERRITOIRE D'INTÉRÊT DE LA RIVIÈRE CASCAPÉDIA (LOCALISATION)

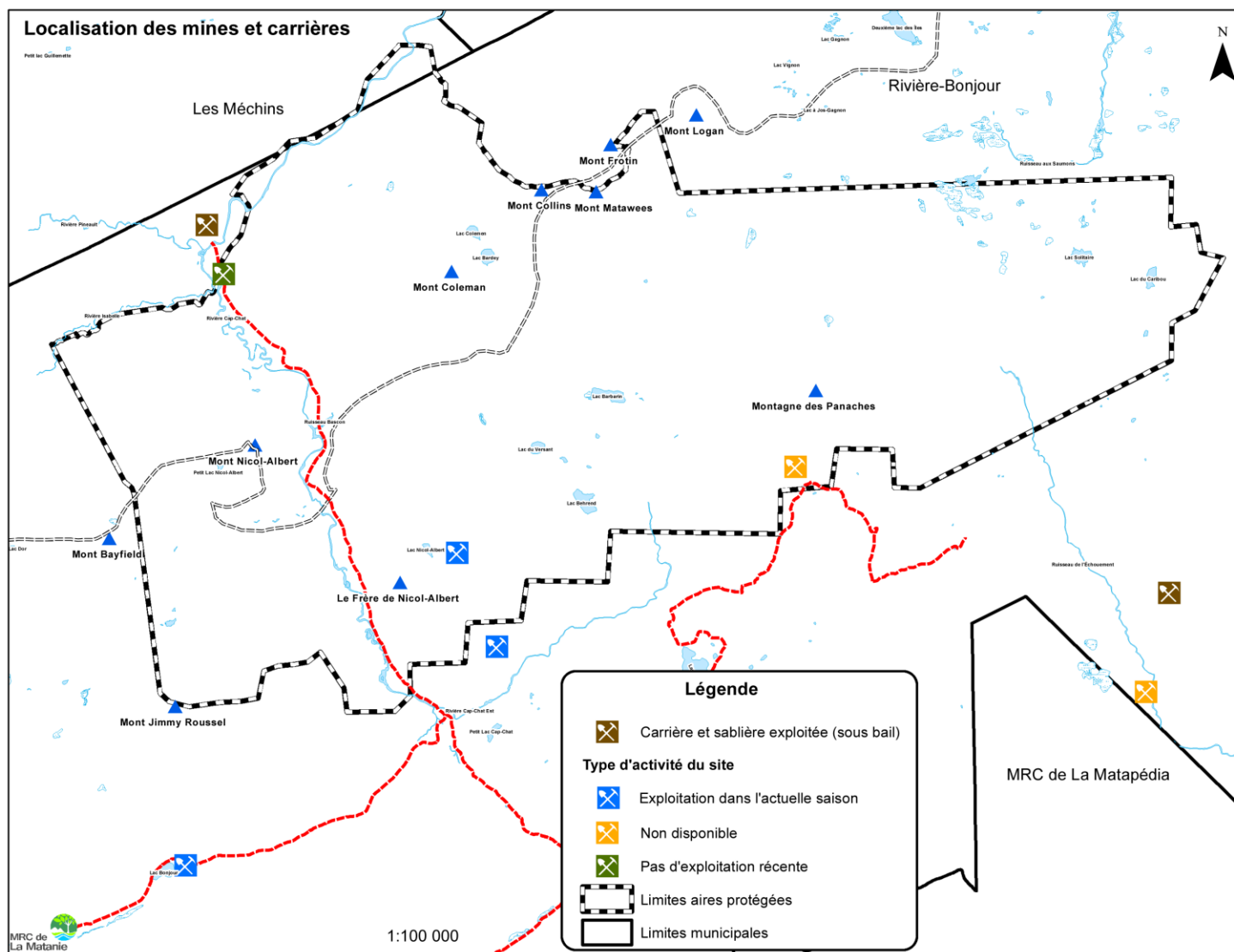
27



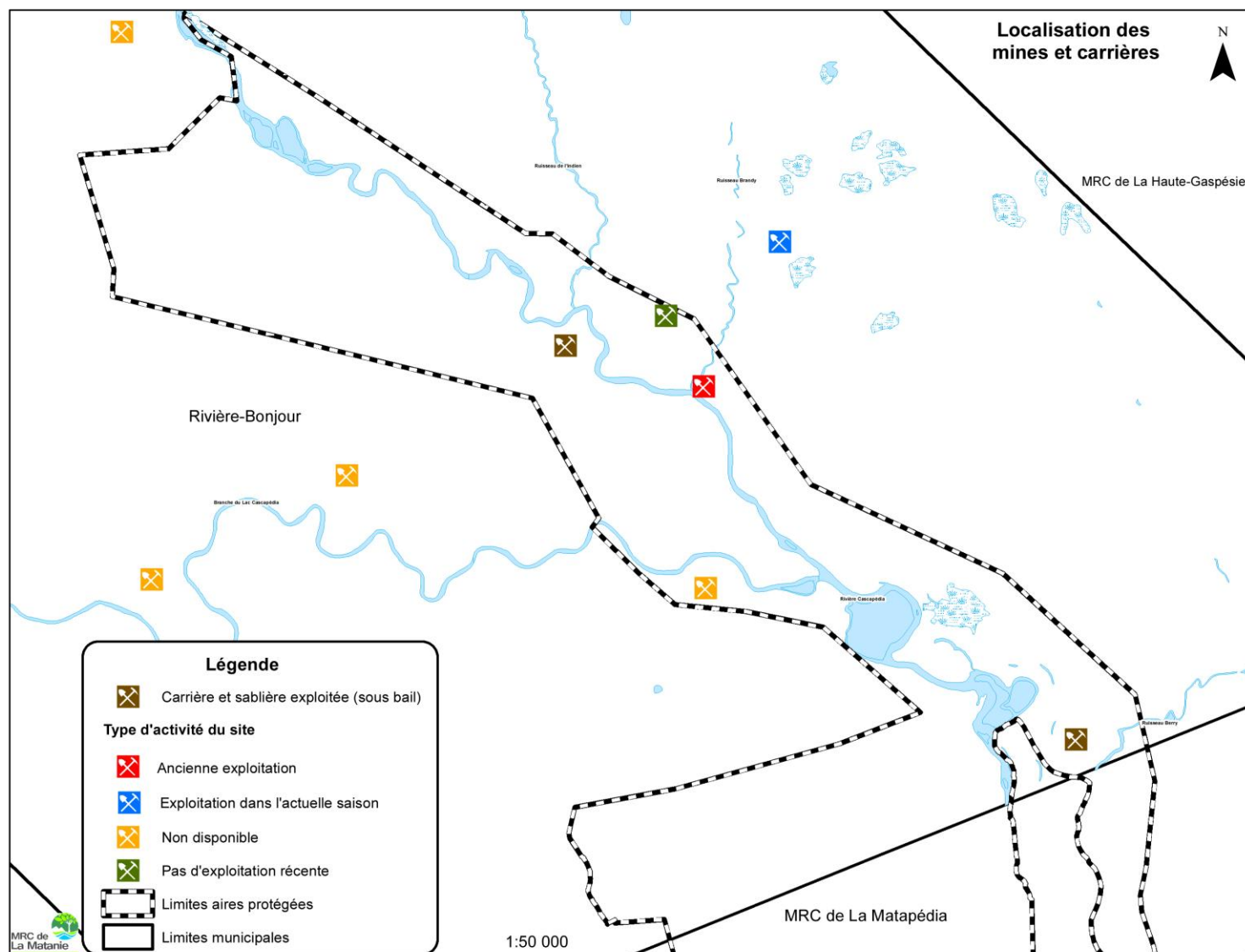
28



ANNEXE 5 – SITES D'EXTRACTION DES SUBSTANCES MINÉRALES DE SURFACE (1/2)



ANNEXE 5 – SITES D'EXTRACTION DES SUBSTANCES MINÉRALES DE SURFACE (2/2)



ANNEXE 6 – TRACÉ ALTERNATIF POUR LE TERRITOIRE D'INTÉRÊT DE LA RIVIÈRE CASCAPÉDIA

